

Situation au Burundi : Human Rights Watch alerte l'Union européenne

RFI, 04/07/2020 Après plusieurs appels au nouveau président Évariste Ndayishimiye pour le respect des droits humains au Burundi, Human Rights Watch alerte l'Union européenne d'un potentiel assouplissement des mesures de surveillance du pays.

Lewis Mudge, directeur Afrique Centrale de l'ONG, redoute que les responsables des exactions commises durant la crise post-électorale de 2015 ne soient pas sanctionnés par le nouveau gouvernement, dans lequel certains accusés sont encore présents. « Pour nous, à Human Rights Watch, ça montre un très mauvais signe parce qu'effectivement actuellement au Burundi, il n'y a pas de changement sur le terrain. Donc, bien sûr, il y a un changement au sein de la présidence, il y a un changement du chef de l'État, mais ce changement n'est pas vu dans le pays. Le gouvernement sanctionner les gens qui étaient soupçonnés de commettre des abus. Il faut contrôler les Imbonerakure. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas un espace libre pour les défenseurs des droits de l'homme ou bien pour les journalistes, pour faire leur métier. C'est le changement que l'on attend, bien sûr au sein de Human Rights Watch, mais aussi avec d'autres structures avec qui on a signé les lettres en juillet de cette année. » Depuis 2015, on dénombre au moins 1 500 morts et près de 330 000 déplacés, après les révoltes contre un troisième mandat de l'ancien président aujourd'hui déchu, Pierre Nkurunziza.